

print

## La Syrie saignée à blanc dans un grand tour de passe-passe

De [Jeremy Salt](#)

Global Research, décembre 26, 2012

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-syrie-saignee-a-blanc-dans-un-grand-tour-de-passe-passe/5316944>

Ankara – Selon le dictionnaire, le mot “politicide” peut être utilisé pour décrire la destruction d’un gouvernement ou d’un groupe socio-politique spécifique, comme les Palestiniens, dans un sens plus large que “génocide” (perpétré pour des motifs ethniques, raciaux ou culturels, ndt). On peut l’appliquer à un état, un système et un pays. Saddam Hussein a tenté de commettre un politicide en effaçant le Koweït de la carte. Dans les années 1930, les fascistes ont commis un politicide en détruisant le gouvernement espagnol. Territorialement le pays n’a pas changé. Il a simplement été vidé de son contenu idéologique et transformé en autre chose.

La destruction de gouvernements, leaders ou valeurs qui contrecarrent les intérêts de gouvernements puissants est monnaie courante. Depuis la seconde guerre mondiale, les assassins ont souvent été des gouvernements démocratiques de style libéral. Il n’y a aucun endroit du monde qui a échappé à leur attention. Rien que dans les 11 dernières années, l’Irak et la Libye ont été, au Moyen-Orient, les victimes d’un politicide. Leurs gouvernements, leur système de valeurs et leurs leaders avaient peut-être grand besoin de changer, mais le changement n’est pas venu de leur peuple mais de gouvernements étrangers. Maintenant c’est la Syrie qui retient leur attention. Comme en Irak et en Libye, la justification brandie pour les massacres en Syrie des 20 derniers mois est “le dictateur” et “le régime”. Mais en fait ce qu’ils veulent c’est le pays lui-même. Comme Saddam et Kadhafi, le “dictateur” sert de diversion au magicien pour que les spectateurs ne voient pas ce qu’il est réellement en train de faire.

Comme les gangs armés ne parviennent pas à renverser le gouvernement de Damas, il semble que la menace d’une intervention militaire se précise. Les Etats-Unis, l’Allemagne et la Hollande ont fourni à la Turquie six batteries de missiles Patriotes qui doivent être installés à la frontière avec la Syrie. Environ 2000 soldats étrangers vont être envoyés en Turquie pour opérer et protéger les batteries de missiles et assister un nombre inconnu de soldats turcs. Les Patriotes seront situés dans trois provinces du sud-est qui sont majoritairement sunnites, les provinces de Gaziantep, Adana et Kahramanmaras. Pour de raisons de sécurité, elles ne seront pas placées dans la province de Hatay, où plus de la moitié de la population est Alevi (Alawi), et profondément opposée à l’intervention de la Turquie en Syrie ni dans celle de Diyarbakir qui est majoritairement Kurde et hostile au gouvernement pour d’autres raisons.

Le jour qui a suivi la fourniture par l’OTAN de missiles Patriotes à la Turquie, la Russie a répondu en envoyant des missiles Iskander à l’armée syrienne. Ces armes hypersoniques volent à plus de 2 km seconde et les experts en armement affirment qu’elles sont plus performantes que les Patriotes. Pour donner de la consistance au spectre de la Turquie menacée par la Syrie, les portes parole de l’OTAN prétendent que l’armée syrienne utilise déjà des missiles Scud et se prépare à utiliser des armes chimiques mais ces deux affirmations ne sont que de la propagande guerrière. Anders Fogh Rasmussen, le Secrétaire Général de l’OTAN condamne l’utilisation de missiles Scud – sans apporter la moindre preuve qu’ils aient été tirés – mais pas les attentats à la bombe, bien réels ceux-là,

perpétrés au coeur des villes par les groupes armés que lui et les membres de son organisation soutiennent.

La Turquie prétend que les Patriots sont uniquement défensifs, mais on peut se demander quelle attaque au juste elle craint : Une attaque gratuite de la Syrie tout à fait improbable ou une attaque de l'OTAN à partir du sol turc ? Bien que la cible évidente semble être la Syrie, le commentateur Abdel Bari Atwan pense que les missiles ont été mis en place en vue d'une attaque contre l'Iran. Si les Etats-Unis décidaient de se servir de la base aérienne d'Incirlik dans la province d'Adana où se trouvent des milliers de soldats pour attaquer l'Iran, la Turquie serait exposée à des frappes de représailles. C'est pourquoi elle a besoin non seulement des Patriots mais aussi des radars anti-missiles installés dans la province de Malatya plus tôt dans l'année, et qui sont aussi considérés par la Russie comme une dangereuse extension du bouclier de 'défense' anti-missile européen de l'OTAN.

Même si c'était Israël qui attaquait, l'Iran considérerait que les Etats-Unis sont partie prenante et il rétorquerait en attaquant les bases Etasuno/OTAN de Turquie et du Golfe. L'Iran pense que l'installation des Patriots en Turquie fait partie des préparatifs de guerre de l'OTAN dans la région, avec comme cible lui-même et la Syrie. Le fait de savoir si les Etats-Unis et/ou d'Israël finiront pas attaquer ou non l'Iran qu'ils menacent depuis des années, continue, bien sûr, à faire l'objet d'intenses spéculations.

Si la cible est la Syrie, l'OTAN interviendra probablement derrière l'écran d'une 'zone d'exclusion aérienne', qui s'étendra sans doute jusqu'à Alep pour pouvoir placer toute la ville sous le contrôle des groupes armés et en faire la 'capitale' des territoires 'libérés'. Sans l'accord du Conseil de Sécurité de l'ONU, la mise en place unilatérale d'une 'zone d'exclusion aérienne' n'aurait pas le moindre semblant de légalité. Dans une telle situation, abattre un avion syrien dans l'espace aérien syrien serait un acte de guerre. Les conséquences seraient si graves qu'on a du mal à imaginer l'OTAN s'avancer sur ce terrain là sans l'accord tacite de la Chine et de la Russie.

Ils ne semblent pas prêts de le donner. L'enjeu est d'importance pour la Russie et si ses positions sur la Syrie ont évolué, ce serait plutôt dans le sens d'un durcissement. Malgré les interprétations aussi mensongères que malveillantes de tout ce qui sort de Moscou par les médias occidentales, la Russie n'est pas revenue sur ses engagements. Elle a dit tout au long que son principal souci était l'intégrité de la Syrie et non le sort de tel ou tel gouvernement. Elle ne s'est jamais engagée à maintenir le 'régime d'Assad' en tant que tel. Depuis le début, elle souligne que le droit de choisir revient au peuple syrien et pas aux groupes armés ni à leur sponsors étrangers.

La Russie a affirmé tout au long, qu'elle ne laisserait pas l'OTAN faire de la Syrie une seconde Libye. La semaine prochaine, des unités russes de la mer Noire, la Baltique et la mer du Nord se rassembleront pour des manoeuvres militaires au large des côtes syriennes. Les navires de guerre étasuniens sont aussi présents à l'est de la mer Méditerranée, ce qui laisse présager l'éventualité d'une confrontation maritime dans le style de Cuba dont la Syrie serait l'enjeu si l'OTAN intervenait.

On peut se demander si l'OTAN a vraiment l'intention d'intervenir en Syrie ou si l'installation des missiles en Turquie fait partie d'une guerre psychologique à base de propagande.

Donner des missiles à la Turquie est une chose. Attaquer la Syrie est une autre paire de manches. On ne peut pas entièrement rejeter cette possibilité mais on voit mal comment les membres de l'OTAN pourraient le faire, à moins qu'ils ne parviennent à neutraliser la Russie et la Chine, ce qui changerait la donne. Et

pourtant, sans intervention directe, les groupes armés ne semblent pas capables de renverser le gouvernement syrien.

On dirait que l'OTAN se retrouve dans un impasse mais seulement si l'on assume que le renversement du régime syrien est vraiment le but premier de l'intervention en Syrie. Pour Hasan Nasrallah, le but des États-Unis et de ses alliés est de sortir la Syrie de 'l'équation régionale'. Cela peut se faire en renversant le gouvernement mais on peut aussi y arriver en semant le chaos en Syrie. C'est ainsi que l'Irak et la Libye ont été sortis de 'l'équation régionale'. Dans les deux cas, le 'dictateur' a été utilisé comme prétexte à l'intervention. En Irak les États-Unis ont choisi de laisser Saddam en place parce qu'on pouvait compter sur lui pour maintenir l'Irak à genoux. C'est seulement quand les sanctions ont perdu de leur impact et que l'Irak menaçait de se reconstruire que la décision a été prise de le renverser. Bashar est utilisé de la même manière, mais cela ne signifie pas que les États-Unis et leurs alliés veulent le remplacer par les groupes armés. Ils poursuivent leur propres objectifs en s'adaptant à la réalité du terrain.

Dans le journal Al Akhbar, le vice-président syrien, Faruq al Shar'a, a proposé récemment une solution politique pour sortir de l'impasse. Il faut dire ici que si les soi-disant 'amis de la Syrie' se souciaient le moins du monde du peuple syrien, ils auraient depuis longtemps trouvé une solution politique au lieu de bloquer, saboter et rejeter à priori toute tentative de négociation. La lecture de l'article ne permet pas de penser que Monsieur Shara'a ait le moindre espoir que les sponsors des groupes armés acceptent une solution politique. De fait, si l'on convient avec Hasan Nasrallah que le principal objectif des États-Unis et de leurs alliés est de sortir la Syrie de 'l'équation régionale', alors les 20 mois de destruction auxquels on vient d'assister prennent tout leur sens. Le moment viendra peut-être où ces gouvernements s'intéresseront à une solution politique mais pour le moment la Syrie peut continuer de perdre son sang.

Pour que ces gouvernements se trouvent finalement obligés de venir à la table des négociations, il faudrait, par exemple, que les groupes armés parviennent à remplir leur contrat, c'est à dire à renverser le gouvernement de Damas. Si les gangs armés étaient sur le point de prendre la relève, leurs sponsors occidentaux pourraient changer de tactique en interrompant leur approvisionnement en argent et en armes (par des pressions sur l'Arabie Saoudite et le Qatar) et en réclamant une intervention et des négociations immédiates qui leur permettraient de mettre en place leur protégés 'modérés' Mu'iz al Khatib et le Conseil de Doha.

Ou à l'opposé, il faudrait que l'armée syrienne réussisse à mettre en déroute les gangs armés. Cela pourrait aussi susciter un intérêt soudain pour une solution négociée qui permettrait de contrôler le processus de transition politique. Il y a un sérieux problème qui inquiète de plus en plus les États-Unis et leurs alliés occidentaux, c'est le 'retour de bâton'. La plupart de ces groupes armés détestent 'l'Occident' autant que le gouvernement de Damas. Les États-Unis et leurs alliés occidentaux qui n'ont pas oublié ce qui s'est passé en Afghanistan, ne veulent que la Syrie se transforme en une nouvelle base takfiri agissant contre les intérêts des Occidentaux et de leurs alliés dans la région. Bien sûr, rien n'est certain, mais une Syrie très affaiblie avec Bashar toujours en place – comme l'Irak de Saddam après 1991 – pendant un processus de transition pourrait leur sembler préférable. En filigrane de tous ces développements, il y a toujours la possibilité que la Syrie n'implose et que les acteurs étrangers qui ont tout fait pour l'amener au point de non retour, en perdent le contrôle.

La dégradation de la Syrie donne un avantage incontestable aux États-Unis et à Israël. Inutile d'ajouter que ce qui est bon pour les États-Unis et Israël est toujours mauvais pour les Palestiniens. La Syrie a été l'ennemi viscéral d'Israël depuis le

début. Depuis sa création, Israël a comme stratégie de faire éclater les états arabes sur des lignes sectaires et rien ne pourrait mieux lui convenir que l'explosion de l'état syrien en petites enclaves ethno-religieuses querelleuses. Quoi qu'Israël fasse au Moyen-Orient, la Palestine est le centre de gravité de sa stratégie.

Le problème central des Etats-Unis et de leurs alliés est la gestion de ce qui va suivre en Syrie. A moment donné le chaos cessera de servir leurs intérêts. Dans l'abstrait, un état islamique ne leur pose aucun problème. L'Arabie saoudite, le Qatar, le Barhein sont gouvernés selon la loi islamique et sont des piliers des intérêts occidentaux au Moyen-Orient. Le gouvernement des Frères Musulmans d'Egypte a montré qu'il n'avait nulle intention de malmener le navire occidental. Le Conseil de Doha est majoritairement Frère Musulman. Cependant, bien qu'il soit présenté par ses sponsors comme le prochain gouvernement syrien, le Conseil de Doha a peu d'espoir de s'installer dans les bureaux du gouvernement de Damas, du moins dans ce qu'il en reste. Après avoir utilisé les gangs armés comme fer de lance, leurs soutiens étrangers, en tous cas les Etats-Unis, l'Angleterre, et la France sinon l'Arabie Saoudite et le Qatar, n'ont aucune envie de les laisser prendre le pouvoir pour les voir se disputer le butin. Lakhdar Brahimi a souligné que la Syrie pourrait finir comme la Somalie. Une autre possibilité est un gouvernement de style Taliban au coeur du Moyen-Orient. Mais aucune de ces alternatives ne garantirait avec certitude les intérêts des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux.

La ligne rouge que les Etats-Unis et leurs alliés européens ont tracée entre les groupes armés 'extrémistes' et 'modérés' est artificielle. Quand Obama a mis Jabhat an Nusra sur la liste des organisations terroristes affiliées à Al Qaida, le chef du Conseil de Doha, Mu'iz al Khatib, a demandé qu'elle en soit enlevée parce que son rôle dans la lutte armée était crucial. Ses atrocités ne le dérangent pas. Si égorger des prisonniers est une acte terroriste alors Jabhat al Nusra est sans nul doute une organisation terroriste mais d'autres groupes font exactement la même chose, y compris l'Armée Libre Syrienne. Les gangs armés les plus importants ont rejeté l'autorité du Conseil de Doha et exprimé leur solidarité avec Jabhat al Nusra. Certains s'affairent déjà à poser les fondations d'un état islamique sans concession. On brandit partout le drapeau noir d'Al Qaida. Mais des 'modérés', on n'en voit nulle part.

Il y a plus d'un an, la Syrie a été délibérément plongée dans une longue guerre contre des gangs armés. Depuis, la situation a métastasé bien au-delà de l'équation gouvernement autoritaire contre mouvement de protestation légitime, ou de l'équation crimes du 'régime' contre crimes des gangs armés. Dans cette guerre par procuration impulsée par des gouvernements étrangers, le bien être de la population syrienne ne pèse pas lourd. Si le peuple syrien avait la moindre importance aux yeux de ces gouvernements étrangers, ils se conduiraient différemment.

Ceux qui ont soutenu activement ou tacitement la lutte armée au nom d'une transition politique démocratique ne peuvent espérer rien de plus qu'une victoire à la Pyrrhus. La Syrie ne jouera plus aucun rôle sur la scène arabe, elle est en train d'être ruinée et détruite sous nos yeux par l'Occident et sa tactique : diviser pour régner, qui lui réussit si bien depuis 200 ans.

**Jeremy Salt**

Pour consulter l'original : <http://palestinechronicle.com/the-magicians-diversion-bleedi...>

*Traduction : Dominique Muselet*

*Version française publiée par Le Grand Soir*

**Jeremy Salt** professeur adjoint d'histoire et politique du Moyen-Orient de l'université Bilkent d'Ankara, en Turquie.

Copyright © 2012 Global Research